

PETR ADOUR CHALOSSE TURSAN
- Bureau -

Procès-Verbal n° 20

L'an deux mille vingt-quatre et le quinze du mois de mai, le Bureau du PETR Adour Chalosse Tursan s'est réuni au siège du PETR, 55 avenue du Général Gilliot à Hagetmau :

Membres titulaires présents :

M. Philippe BRETHER, M. Jean-François BROQUERES, M. Laurent CIVEL, Mme Christine FOURNADET, M. Jean-Luc LAFENETRE

Membres titulaires excusés :

M. Didier GAUGEACQ, Mme Pascale REQUENNA.

Ordre du jour :

- Avis sur le sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL), et l'abrogation des 5 cartes communales opposables aux tiers des communes de Bastennes, Brassempouy, Castelnau-Chalosse, Donzacq et Gaujacq (procédures menées de manière concomitante)

OBJET : avis du PETR Adour Chalosse Tursan au titre des articles L.132-9, L.153-16 et R.153-4 du Code de l'Urbanisme sur l'élaboration du PLUi-H de la CCCVL accompagnée de l'abrogation de 5 cartes communales opposables aux tiers

A partir de la note, le Président a présenté lors de la réunion du Bureau du PETR Adour Chalosse Tursan du 15 mai 2024, le cadre réglementaire de l'avis du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Adour Chalosse Tursan sur l'élaboration du PLUi-H de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) accompagnée de l'abrogation de 5 cartes communales opposables aux tiers, ainsi que les objectifs et le contenu de cette procédure d'urbanisme.

Cette note présente l'analyse du PLUi-H de la CCCVL accompagnée de l'abrogation de 5 cartes communales opposables aux tiers qui a pour objectif d'apprécier « la compatibilité » de cette procédure d'urbanisme vis-à-vis du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Adour Chalosse Tursan à ce jour approuvé et applicable. Cette analyse est essentiellement basée sur les contenus du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et Document d'Orientation et d'Actions (DOO) du SCOT.

I. RAPPELS ET CONTEXTE DE L'AVIS SUR LE PLUi-H DE LA CCCVL ACCOMPAGNEE DE L'ABROGATION DE 5 CARTES COMMUNALES

1. Cadre général de l'avis du PETR Adour Chalosse Tursan

AVIS SUR LE PLUi-H de la CCCVL et l'abrogation de 5 cartes communales	
Fondement réglementaire	Articles L.132-9, L.153-16 et R.153-4 du Code de l'Urbanisme
Lettre de saisine de la Communauté de Communes Coteaux et Vallées des Luys	Courrier du 14 février 2024 (réceptionné le 21 février par le PETR)
Délai de réponse	3 mois après la transmission du projet de plan
Date limite de l'avis	Le 21 mai 2024
Cadre de l'avis	Le PETR Adour Chalosse Tursan donne un avis dans les limites de ses compétences propres, au plus tard trois mois après la transmission du projet de plan. A défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable (article R.153-4 du Code de l'Urbanisme).

2. Principe de « compatibilité » du PLUi vis-à-vis du SCOT

L'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme précise que « les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec les schémas de cohérence territoriales prévus à l'article L.141-1 du même code ».

Ainsi, le PETR Adour Chalosse Tursan doit veiller à cette « compatibilité » entre son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé par délibération du Comité Syndical du PETR le 9 décembre 2019 et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de Communes Coteaux et Vallées des Luys (CCCVL) accompagnée de l'abrogation des cartes communales actuellement opposables au tiers (5 communes sont concernées, à savoir les communes de Bastennes, Brassempouy, Castelnau-Chalosse, Donzacq et Gaujacq).

Concernant cette notion de « compatibilité le juge administratif rappelle que la « compatibilité » n'est pas une stricte « conformité » : de sorte, un document inférieur peut en partie s'écarter des orientations et prescription du SCOT, sous réserve de ne pas remettre en cause les « options fondamentales ». Dans cette logique, la doctrine a défini la compatibilité comme un rapport de « non -contrariété » : le PLUi est compatible avec le SCOT, s'il n'est pas contraire aux orientations et objectifs du SCOT.

Le 18 décembre 2017 le Conseil d'Etat est venu préciser cette notion de « compatibilité ». En effet, cette jurisprudence du Conseil d'Etat précise que la « compatibilité » entre SCOT et PLU est un rapport de « non contrariété » qui s'apprécie globalement.

II. ANALYSE TECHNIQUE DU POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL EN TANT QUE PERSONNE PUBLIQUE ASSOCIEE A L'ELABORATION DES DOCUMENTS D'URBANISME

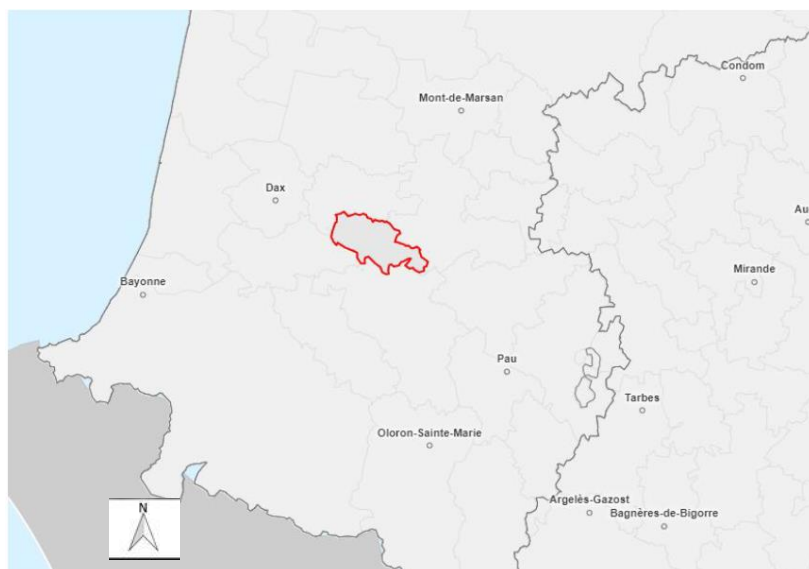
1. SCOT Adour Chalosse Tursan : état d'avancement et orientations

A ce jour le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Adour Chalosse est applicable depuis le 25 février 2020 (approbation par délibération du Comité Syndical du PETR Adour Chalosse Tursan en date du 9 décembre 2019).

Il est donc possible de se référer en totalité au dossier de SCOT afin de formaliser l'avis du PETR concernant la l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) accompagnée de l'abrogation des cartes communales actuellement opposables au tiers (5 communes sont concernées, à savoir les communes de Bastennes, Brassempouy, Castelnau-Chalosse, Donzacq et Gaujacq).

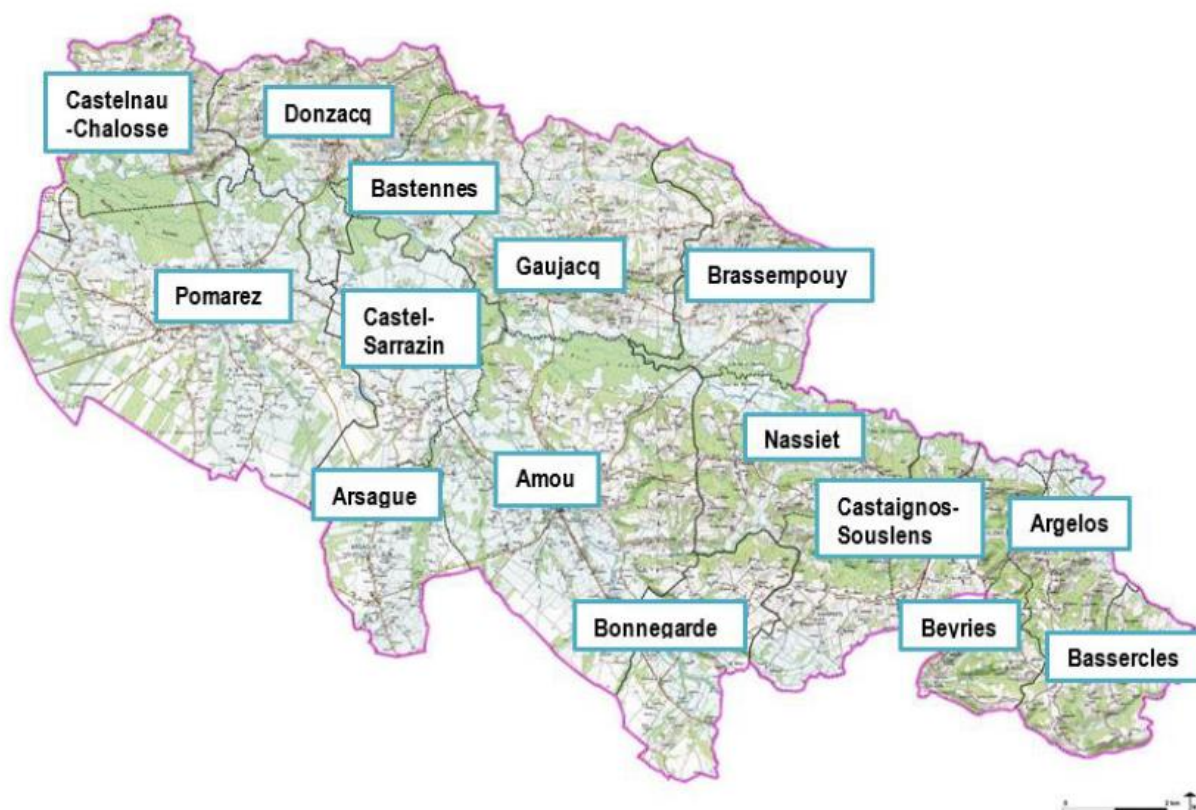
2. Le contexte territorial (situation géographique)

CARTE DE LOCALISATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET VALLEES DES LUYS (CCCVL)



Source : rapport de présentation du dossier de PLUi-H de la CCCVL

LES 16 COMMUNES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES COTEAUX ET VALLEES DES LUY (CCCVL)



Source : rapport de présentation du dossier de PLUi-H de la CCCVL

La Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) créée le 1^{er} janvier 2006 est située dans le département des Landes. Comme 5 autres Communauté de Communes elle intègre le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Adour Chalosse Tursan. Ce dernier, à son échelle a en charge l'élaboration et le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

La CCCVL est donc située au Sud du département des Landes dans un terroir de Gascogne qu'est la Chalosse. Elle est limitrophe avec le département des Pyrénées-Atlantiques.

En 2020, la CCCVL comptait 7 639 habitants pour une densité moyenne de 40,9 habitants/km² (source INSEE 2023).

La CCCVL est composée de 16 communes, à savoir, Amou et Pomarez, les deux communes principales, Argelos, Arsague, Bassercles, Bastennes, Beyries, Bonnegarde, Brassempouy, Castaignos-Souslens, Castelnau-Chalosse, Caste-Sarrazin, Donzacq, Gaujacq, Marpaps et Nassiet.

3. La procédure en cours d'élaboration et l'état de la procédure

La Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) a prescrit son Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) par délibération du conseil communautaire du 1^{er} décembre 2015.

A noter que ce PLUi-H intègre donc un volet habitat spécifique comme le permet le Code de l'Urbanisme. A ce titre le dossier de PLUi-H contient une pièce spécifique à savoir le Programme d'Orientations et d'Actions (POA).

Ainsi, après un peu plus de 8 années de travail (impactées notamment par l'obligation de recruter un nouveau prestataire, de nombreux changements réglementaires, et une période de pandémie COVID-19), la CCCVL a tiré le bilan de la concertation dédiée au PLUi-H, et arrêté le projet de ce dernier le 26 octobre 2023.

Compte tenu d'un avis défavorable d'une des communes membres, à savoir la commune de GAUJACQ, et conformément à la réglementation en vigueur, la CCCVL a procédé à un nouvel arrêt de projet de son PLUi-H lors du conseil communautaire du 8 février 2024.

C'est donc ce dossier de PLUi-H ainsi arrêté qui a été soumis pour avis à l'ensemble des Personnes Publiques Associées et Consultées (PPA et PPC) dont le PETR Adour Chalosse Tursan.

A noter, qu'en parallèle à l'élaboration de ce document d'urbanisme intercommunal (PLUi-H), la CCCVL a engagé également conformément à la réglementation en vigueur, l'abrogation de 5 cartes communales actuellement opposables aux tiers. Les communes ainsi concernées par cette abrogation sont les communes de Bastennes, Brassempouy, Castelnau-Chalosse, Donzacq et Gaujacq.

Cette mise en parallèle de ces deux procédures permettra de mutualiser certaines étapes, et notamment la prochaine enquête publique, au travers de la mise en place d'une enquête publique unique.

Ainsi, après approbation de ce PLUi-H, l'ensembles des 16 communes membres de la CCCVL seront concernées par ce nouveau document d'urbanisme intercommunal, et disparaîtront de fait, les deux PLU communaux des communes de Amou et de Pomarez, ainsi que les 5 cartes communales sus-visées.

4. Analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers

La présente analyse se base sur l'occupation du sol (artificialisée, naturelle, agricole ou forestière - En termes de consommation d'espaces, la consommation foncière observée sur la période 2012-2022 sur le territoire communautaire s'élève à 44 ha répartis comme suit :

- Environ 36 ha pour l'habitat ;
- Environ 6 ha pour les activités ;
- Environ 2 ha pour les équipements.

5. Les objectifs du PLUi-H

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ont fait l'objet de deux débats au sein du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) en date du 13 avril 2017 (et préalablement au sein des différents conseils municipaux des communes membres), et du Conseil Communautaire de la CCCVL en date du 7 novembre 2022 (et préalablement au sein des différents conseils municipaux des communes membres).

Les principales orientations de ce PADD sont organisées de la manière suivante autour de 4 axes principaux :

- **Axe 1 : Accueillir de nouvelles populations sur l'ensemble des 16 communes dans un objectif de gestion durable et dynamisation de l'ensemble du territoire ;**
- **Axe 2 : Structurer l'offre économique du territoire par le maintien d'un tissu riche de petites structures artisanales et agricoles, et la création de zones d'activités de portée communautaire ;**
- **Axe 3 : Proposer un cadre de vie adapté aux besoins de la population en termes de services, de commerces et d'équipements dans un but de redynamisation des centres-bourgs ;**
- **Axe 4 : Préserver le paysage et l'environnement, garants de l'identité rurale territoriale.**

Dans le détail, ces 4 axes sont développés de la manière suivante :

Axe 1 : Accueillir de nouvelles populations sur l'ensemble des 16 communes dans un objectif de gestion durable et de dynamisation de l'ensemble du territoire :

Axe 2 : Structurer l'offre économique du territoire par le maintien d'un tissu riche de petites structures artisanales et agricoles, et la création de zones d'activités de portée communautaire :

- 2.1 : Anticiper l'avenir économique du territoire
- 2.2 : Pérenniser la vocation agricole du territoire en anticipant les mutations actuelles
- 2.3 : Développer le potentiel touristique (et de loisirs) du territoire afin de structurer un produit touristique rural

Axe 3 : Proposer un cadre de vie adapté aux besoins de la population en termes de services, de commerces et d'équipements dans un but de redynamisation des centres-bourgs :

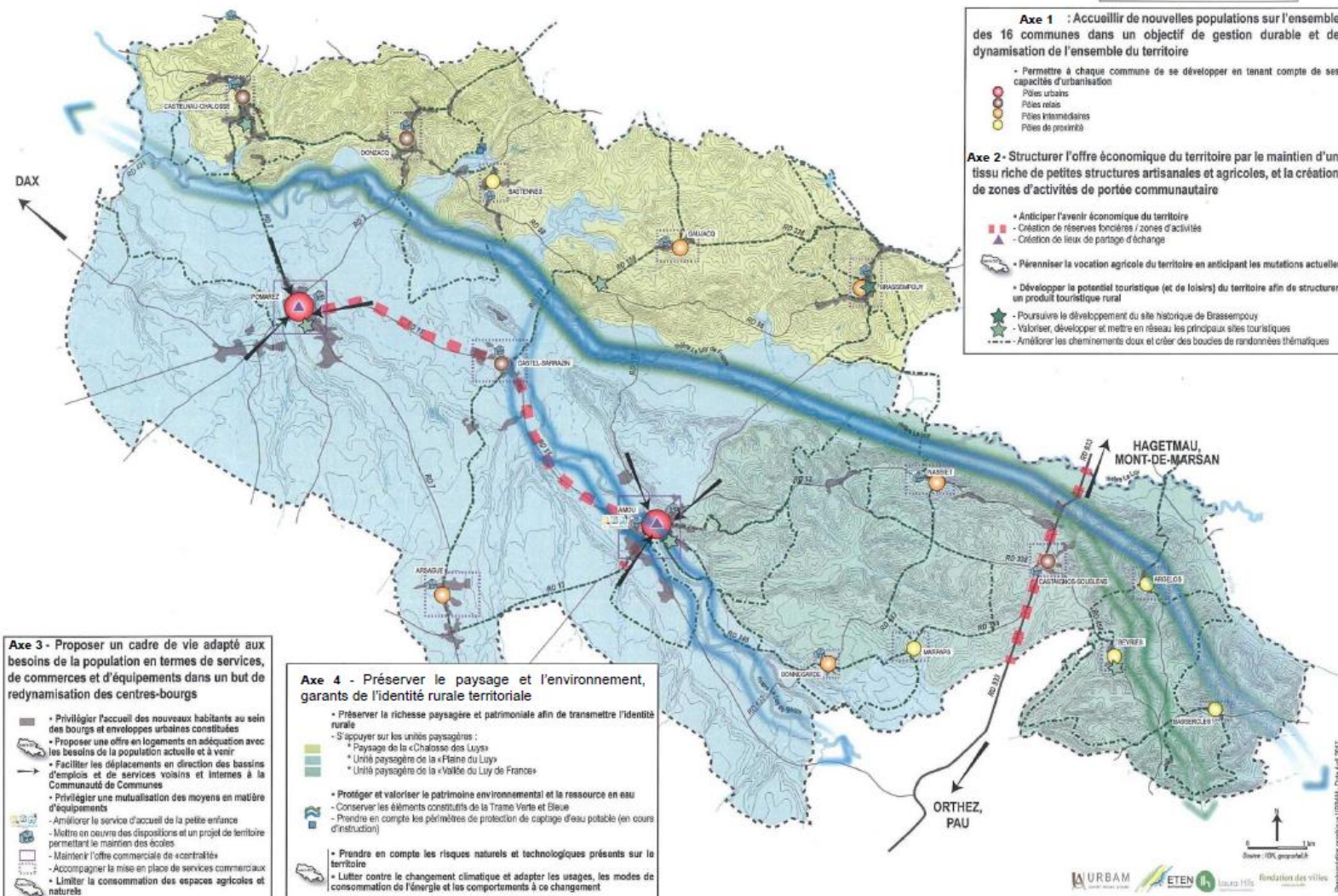
- 3.1 : Privilégier le développement de l'habitat au sein des centres-bourgs
- 3.2 : Proposer un développement urbain qui limite la consommation d'espace
- 3.3 : Proposer une offre en logements en adéquation avec les besoins de la population actuelle et à venir
- 3.4 : Faciliter les déplacements au sein du territoire, notamment à destination des services et des équipements
- 3.5 : Privilégier une mutualisation des moyens en matière d'équipements et de commerces

Axe 4 : Préserver le paysage et l'environnement, garants de l'identité rurale territoriale :

- 4.1 : Préserver la richesse paysagère et patrimoniale afin de transmettre l'identité rurale
- 4.2 : Protéger et valoriser le patrimoine environnemental et la ressource en eau
- 4.3 : Prendre en compte les risques naturels et technologiques présents sur le territoire
- 4.4 : Lutter contre le changement climatique et adapter les usages, les modes de consommation de l'énergie et les comportements à ce changement

Ces objectifs ont été traduits dans le document d'urbanisme, conformément aux articles L.151-8, L.151-9 et R.151-9 et suivants du Code de l'Urbanisme : à savoir, le règlement des zones « U » (zones urbaines), « AU » (zones à urbaniser), « N » (zones naturelles et forestières), « A » (zones agricoles), ainsi que les documents graphiques l'accompagnant.

La cartographie ci-après, issue du PADD du PLUi-H présente l'ensemble de ces orientations ainsi traduites dans les différentes pièces du dossier du PLUi-H.



Source : PADD du PLUI-H de la CCCVL

6. Les objectifs de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

La Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) souhaite maîtriser le développement urbain à horizon 10 ans.

Comme le montre le tableau ci-dessous, issu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi-H, cela se traduit notamment par un objectif de production ou de mobilisation d'environ 450 logements en 10 ans, dont 40 logements vacants à mobiliser.

Objectifs de création et de mobilisation de logements sur dix ans	
450 logements à créer ou mobiliser	
Répartition du potentiel de développement	
Capacité de mobilisation en densification des espaces déjà urbanisés, des friches, des logements vacants : 35% à 40% des logements environ, <u>dont environ 40 logements vacants à mobiliser</u> Au regard de l'étude de densification (cf. <i>infra</i>), cette capacité de mobilisation se répartit de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• Pôles urbains (Amou, Pomarez) : 36 à 38 % du nombre de logements projetés sur les pôles urbains• Pôles relais (Castaignos-Souslens, Castelnau-Chalosse, Castel-Sarrazin, Donzacq) : 32 à 34 % des logements projetés sur les pôles relais• Pôles intermédiaires (Arsague, Bonnegarde, Brassempouy, Gaujacq, Nassiet) : 36 à 38% des logements projetés sur les pôles intermédiaires• Pôles de proximité (Argelos, Bassercles, Bastennes, Beyries, Marpaps) : 24 à 26 % des logements projetés sur les pôles de proximité	
Potentiel en extension urbaine : 55% à 60% des logements environ	
Objectif chiffré de modération de consommation d'espace « habitat, équipements, commerces et services »	
Consommation observée sur les dix dernières années : Environ 38 ha	Consommation projetée dans le PLUi-H : Environ 25 à 28 ha

Source : PADD du PLUi-H de la CCCVL

L'objectif chiffré de modération de la consommation d'espace sur 10 ans, toutes fonctions urbaines confondues (habitat, économie, équipements, commerces et services) est d'environ 30%.

Ce développement urbain est réfléchi notamment en cohérence avec l'orientation du SCOT en matière de production maximale de logements et la modération de consommation d'espace.

La consommation d'espace (hors dents creuses et divisions parcellaires) par commune est donnée dans le tableau ci-après.

Communes	Surface (ha) en consommation d'espace pour l'habitat
Amou	3,96
Argelos	0,77
Arsague	1,05
Bassercles	0,68
Bastennes	0,84
Beyries	0,78
Bonnegarde	1,3
Brassempouy	1,32
Castaignos-Souslens	2,29
Castelnau-Chalosse	1,72
Castel-Sarrazin	2
Donzacq	1,93
Gaujacq	1,64
Marpaps	0,88
Nassiet	1,02
Pomarez	3,78
Total	25,96

Source : rapport de présentation du PLUi-H (partie C : explications des choix)

Le potentiel constructible en extension urbaine (consommation d'espace) pour de l'habitat offert par le PLUi-H est de 25,75 ha (voiries et espaces verts compris) pour un total de 281 logements (soit 63% des logements), soit une densité moyenne en consommation d'espace de 10,91 logements/ha (voirie et espace verts compris). Des densités spécifiques par communes sont ainsi imposées dans les différentes Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) des zones à urbaniser.

Le potentiel constructible en densification (dents creuses dans le bourg, division parcellaire dans le bourg, mobilisation des logements vacants existants) est estimé à 161 logements soit 37% des logements (voir tableau ci-dessous), en retenant un ratio d'un sur quatre pour les divisions parcellaires.

A cela, se rajoutent 20 changements de destination.

Motif	Nombre de logements
Dents creuses	109
Divisions parcellaires	11
Mobilisation logements vacants	41
Total densification et mobilisation vacants	161

Source : rapport de présentation du PLUi-H (partie C : explications des choix)

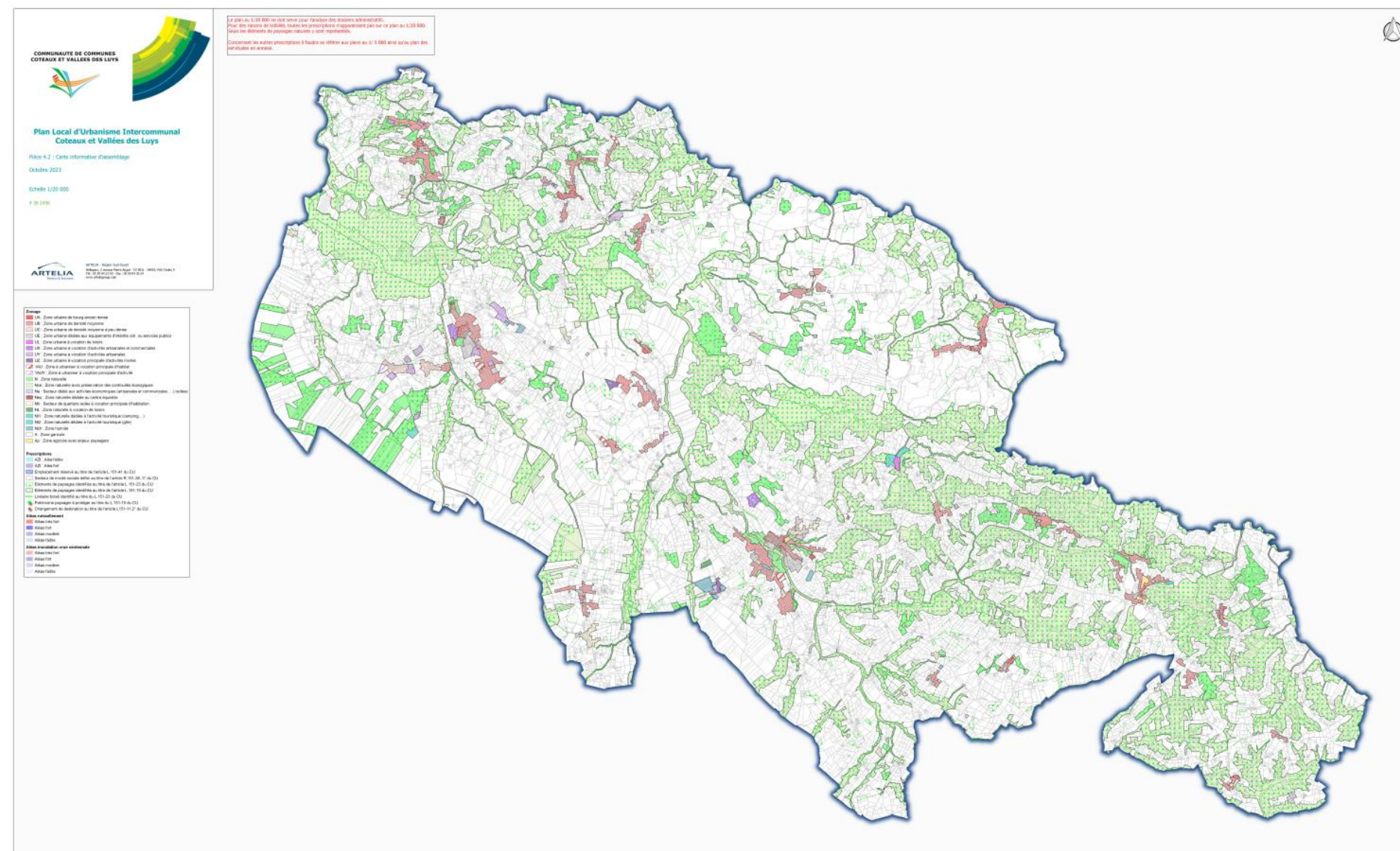
Enfin, il faut noter une consommation d'espace de 5,81 ha pour des extensions de zones d'activités économiques.

Le tableau suivant synthétise le potentiel de logements par commune dans le cadre du PLUi-H

Commune	Potentiel v231020		Divisions parcellaires		Nombre de logements vacants à mobiliser	Total logements densification	Extensions (consommation d'espace)		Total logements
	Surface	Nombre de logements	Surface	Nombre de logements			Surface	Nombre de logements	
Amou	1,33	17	1	3	8	28	3,96	51	79
Argelos	0,3	2		0	1	3	0,77	6	9
Arsague	0,53	4	0,11	0	1	5	1,05	11	16
Bassercles	0,43	3		0	1	4	0,68	5	9
Bastennes	0,38	2	0,13	0	1	3	0,84	7	10
Beyries	0,24	1	0,29	1	1	3	0,78	6	9
Bonnegarde	0,29	2	0,08	0	2	4	1,3	13	17
Brassempouy	0,9	7	0,39	1	1	9	1,32	13	22
Castaignos-Souslens	0,47	5		0	2	7	2,29	25	32
Castelnau-Chalosse	1,29	14	0,66	2	2	18	1,72	19	37
Castel-Sarrazin	0,91	10	0,13	0	4	14	2	22	36
Donzacq	0,07	1	0,66	2	3	6	1,93	21	27
Gaujacq	0,66	5		0	2	7	1,64	16	23
Marpais	0,15	1		0	1	2	0,88	7	9
Nassiet	2,09	17	0,04	0	2	19	1,02	10	29
Pomarez	1,52	18	0,56	2	9	29	3,78	49	78
Total	11,56	109	4,05	11	41	161	25,96	281	442

Source : rapport de présentation du PLUi-H (partie C : explications des choix)

7. Le contenu simplifié du PLUi-H de la CCCVL



Source : document graphique du PLUi-H

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) propose ainsi conformément au Code de l'Urbanisme différentes zones « U » (zones urbaines), « AU » (zones à urbaniser), « N » (zones naturelles et forestières), et « A » (zones agricoles), et ce comme le présente le document graphique du PLUi-H précédent.

La diversité des formes urbaines et les caractéristiques intrinsèques du territoire ont conduit à un zonage comportant seulement une vingtaine de zones. A chaque zone correspond un règlement de zone (voir ci-dessous).

Zonage	Prescriptions
UA : Zone urbaine de bourg ancien dense	AZI (Atlas des zones inondables)
UB : Zone urbaine de densité moyenne	Emplacement réservé au titre de l'article L.151-41 du CU
UC : Zone urbaine de densité moyenne à peu dense	Secteur de mixité sociale défini au titre de l'article R.151-38, 3° du CU
UE : Zone urbaine dédiée aux équipements d'intérêts coll. ou services publics	Eléments de paysages identifiés au titre de l'article L.151-23 du CU
UL : Zone urbaine à vocation de loisirs	Eléments de paysages identifiés au titre de l'article L.151-19 du CU
UX : Zone urbaine à vocation d'activités artisanales et commerciales	Secteur Soumis à OAP au titre de l'article L.151-6 et L.151-7 du CU
UY : Zone urbaine à vocation d'activités artisanales	Linéaire boisé identifié au titre du L.151-23 du CU
UZ : Zone urbaine à vocation principale d'activités mixtes	Patrimoine paysager à protéger au titre du L.151-19 du CU
1AU : Zone à urbaniser à vocation principale d'habitat	Changement de destination au titre de l'article L.151-11 2° du CU
1AUE : Zone à urbaniser à vocation principale d'équipement	
1AUU : Zone à urbaniser à vocation principale d'activité	
N : Zone naturelle	Aléas ruissellement
Nce : Zone naturelle avec préservation des continuités écologiques	Aléas très fort
Na : Secteur dédié aux activités économiques (artisanales et commerciales, ...) isolées	Aléas fort
Neq : Zone naturelle dédiée au centre équestre	Aléas modéré
Nh : Secteur de quartiers isolés à vocation principale d'habitation	Aléas faible
NL : Zone naturelle à vocation de loisirs	Aléas inondation crue centennale
Nt1 : Zone naturelle dédiée à l'activité touristique (camping,...)	Aléas très fort
Nt2 : Zone naturelle dédiée à l'activité touristique (gîte)	Aléas fort
Nzh : Zone humide	Aléas modéré
A : Zone agricole	Aléas faible
Ap : Zone agricole avec enjeux paysagers	

Source : rapport de présentation du PLUi-H (partie C : explications des choix)

Dans les zones urbaines, il a été choisi d'utiliser des indices, permettant au sein d'une même zone d'avoir une ou plusieurs spécificités, liées à un contexte communal particulier, et/ou par exception à la règle générale applicable dans la zone (voir tableau et détail ci-après).

Indices	Objet	Zones impactées
ce	Secteur à protéger pour des enjeux de continuités écologiques	N
eq	Secteur dédié aux activités centre équestre	N
h	Secteur à vocation principale d'habitation (STECAL)	N
L	Secteur dédié aux activités sportives ou de loisirs à Amou	N
p	Secteur à protéger pour des enjeux paysagers	A
t1	Secteur dédié aux campings et assimilés	N
t2	Secteur dédié aux activités et hébergements touristiques (gîtes et assimilés)	N
a	Secteur dédié aux activités artisanales	N
zh	Zones humides potentielles	N

Source : rapport de présentation du PLUi-H (partie C : explications des choix)

Dans les zones agricoles et naturelle, l'usage de ces indices permet de distinguer les secteurs stricts (occupation des sols strictement encadrées) et par les secteurs réservés à des occupations et utilisations du sol spécifiques. Ces indices concernent pour la plupart les destinations et sous-destinations autorisées ou interdites, d'emprise au sol ou de règles spécifiques sur les clôtures ou sur la végétalisation.

Indices	Objet
A	Centres-bourgs traditionnels avec tissu dense et implantation à la voie
B	Zone mixte (habitat, équipements, services) plus récente en périphérie du centre bourg
C	Zone principale d'habitat peu dense
E	Equipements et services publics
L	Parc Résidentiel de loisirs à Amou
X	Zones d'activités (artisanat, commerce)
Y	Zones d'activités (artisanat)
Z	Zones d'activités (artisanat, commerce, industrie)

Source : rapport de présentation du PLUi-H (partie C : explications des choix)

8. Compatibilité du PLUi-H de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys vis-à-vis du PADD et DOO du SCOT Adour Chalosse Tursan

Afin de procéder à l'analyse du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys et vérifier ainsi la compatibilité vis-à-vis du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Adour Chalosse Tursan, il est proposé la grille d'analyse suivante basée sur les 3 axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCOT, qui structurent le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCOT structuré en 3 axes. Ce DOO est composé de 53 prescriptions pour 31 recommandations.

Pour rappel les 3 axes du PADD du SCOT sont les suivants :

Axe 1 : Conforter une organisation du territoire autour de ses bassins de vie ;

Axe 2 : Soutenir un développement équilibré reposant sur l'économie présentielle et sur l'économie productive ;

Axe 3 : mettre en œuvre une stratégie environnementale et énergétique qui valorise les ressources du territoire.

Objectifs/prescriptions/ recommandations :	Compatible	Non compatible	Observations																				
Axe 1 : Conforter une organisation du territoire autour de ses bassins de vie																							
I 1 - Maintenir l’attractivité démographique du territoire																							
P1 - Accompagner et soutenir la croissance démographique en permettant l'accueil de nouveaux ménages	X		<p>Le SCOT prévoit une population en 2030 de 23070 habitants. Le PLUi-H de la CCCVL prévoit 798 habitants supplémentaires à l’horizon 2034 sur dix ans, soit environ 8690 en 2034 ; le PLUi-H est donc compatible avec le SCOT en matière du nombre d’habitants. Pour rappel, pour la période 2020-2030, le SCOT prévoit le besoin en logements de 55 logements/an et pour la période 2030-2040, 41 logements/an.</p> <p>Le PLUi-H de la CCCVL prévoit une production et une mobilisation de 442 logements, soit 44 logements/an sur la période 2024-2034</p> <p>Les élus ont souhaité opter pour soutenir une croissance démographique forte (0,97%/an) pour compenser le vieillissement de la population, tout en réduisant de façon importante la consommation d’espace.</p>																				
1.2 - Structurer le développement urbain																							
P2 - Les « pôles de centralité » et les « pôles d’équilibre », doivent accueillir une partie importante de la croissance démographique	X		<p>Le PLUi-H propose une répartition des logements au sein des pôles en fonction de leur classement en pôle urbains, relais, intermédiaires ou de proximité. Cette répartition concourt à renforcer les deux pôles d’équilibre du SCOT présents sur la CCCVL, à savoir les communes de Amou et de Pomarez.</p> <p>Les élus ont souhaité produire un nombre de logements en adéquation avec le niveau des services et des équipements et la nécessité d’assurer le turn-over de la population, notamment sur les deux pôles principaux d’Amou et Pomarez.</p> <table><tr><td></td><td>Nombre de logements totaux</td><td>Nombre de logements densification</td><td>% densification</td></tr><tr><td>Pôles urbains</td><td>157</td><td>56</td><td>35</td></tr><tr><td>Pôles relais</td><td>132</td><td>45</td><td>34</td></tr><tr><td>Pôles intermédiaires</td><td>109</td><td>45</td><td>41</td></tr><tr><td>Pôles proximité</td><td>45</td><td>15</td><td>32</td></tr></table>		Nombre de logements totaux	Nombre de logements densification	% densification	Pôles urbains	157	56	35	Pôles relais	132	45	34	Pôles intermédiaires	109	45	41	Pôles proximité	45	15	32
	Nombre de logements totaux	Nombre de logements densification	% densification																				
Pôles urbains	157	56	35																				
Pôles relais	132	45	34																				
Pôles intermédiaires	109	45	41																				
Pôles proximité	45	15	32																				
P3 - Conforter en priorité les pôles de centralité	X		Non concernée, car le SCOT Adour Chalosse Tursan ne désigne aucun pôle de centralité sur le territoire communautaire de la CCCVL																				
P4 - Renforcer le rôle et le poids des pôles d’équilibre	X		<p>Le PLUi-H propose une répartition des logements au sein des pôles en fonction de leur classement en pôle urbains, relais, intermédiaires ou de proximité. Cette répartition concourt à renforcer les deux pôles d’équilibre du SCOT présents sur la CCCVL, à savoir les communes de Amou et de Pomarez.</p> <p>Les élus ont souhaité produire un nombre de logements en adéquation avec le niveau des services et des équipements et la nécessité d’assurer le turn-over de la population, notamment sur les deux pôles principaux d’Amou et Pomarez.</p> <table><tr><td></td><td>Nombre de logements totaux</td><td>Nombre de logements densification</td><td>% densification</td></tr><tr><td>Pôles urbains</td><td>157</td><td>56</td><td>35</td></tr><tr><td>Pôles relais</td><td>132</td><td>45</td><td>34</td></tr><tr><td>Pôles intermédiaires</td><td>109</td><td>45</td><td>41</td></tr><tr><td>Pôles proximité</td><td>45</td><td>15</td><td>32</td></tr></table>		Nombre de logements totaux	Nombre de logements densification	% densification	Pôles urbains	157	56	35	Pôles relais	132	45	34	Pôles intermédiaires	109	45	41	Pôles proximité	45	15	32
	Nombre de logements totaux	Nombre de logements densification	% densification																				
Pôles urbains	157	56	35																				
Pôles relais	132	45	34																				
Pôles intermédiaires	109	45	41																				
Pôles proximité	45	15	32																				
P5 - Accompagner l’évolution du pôle de développement	X		Non concernée, car le pôle de développement désigné par le SCOT Adour Chalosse Tursan, à savoir la commune de Haut-Mauco n’intègre pas le territoire communautaire de la CCCVL																				
P6 - Maintenir la dynamique des communes rurales	X		Le PLUi-H propose une répartition des logements au sein des pôles en fonction de leur classement en pôle urbains, relais, intermédiaires ou de proximité. Cette répartition concourt à renforcer les deux pôles d’équilibre du SCOT présents sur la CCCVL, à savoir les communes de Amou et de Pomarez, mais sans oublier les autres communes de la CCCVL qui disposent également en fonction de leurs capacités et caractéristiques d’un potentiel de développement.																				
1.3- Affirmer un positionnement nouveau à l’égard des territoires limitrophes																							
R1 - Favoriser les coopérations internes et externes, notamment avec les agglomérations de Dax et de Mont de Marsan	X		Le PLUi-H de la CCCVL prend en compte à son niveau cet enjeu de coopération avec les agglomérations de Dax et de Mont-de-Marsan, et plus particulièrement avec celle de Dax compte tenu de sa proximité géographique avec le territoire communautaire de la CCCVL.																				
P7 - Accompagner le développement du Très Haut Débit	X		<p>La CCCVL a délégué la compétence « aménagement numérique » au Syndicat d’Equipement des Communes des Landes (SYDEC). L’équipement du territoire est soumis aux contraintes des zones rurales qui sont globalement peu denses. Le territoire se dote actuellement d’un système de réseau dédié aux professionnels de santé pour une mise en commun des données médicales. La fibre optique est en train d’être installée sur le territoire. Le prochain axe déployé desservira les communes d’Arsague, Pomarez, Donzacq et Castel-Sarrazin.</p> <p>Enfin, les élus souhaitent assurer un développement économique en adéquation avec le développement des communications numériques et notamment la desserte progressive du territoire en internet très haut débit (PADD du PLUi-H)</p>																				

Objectifs/prescriptions/ recommandations :	Compatible	Non compatible	Observations										
I.4- Diversifier les formes d’habitat pour répondre aux besoins													
P8 - Développer l’offre de logements afin de répondre aux objectifs de croissance démographique, de mixité générationnelle et sociale	X		Le SCOT prévoit une population en 2030 de 23070 habitants. Le PLUi-H de la CCCVL prévoit 798 habitants supplémentaires à l’horizon 2034 sur dix ans, soit environ 8690 en 2034 ; le PLUi-H est donc compatible avec le SCOT en matière du nombre d’habitants. Pour rappel, pour la période 2020-2030, le SCOT prévoit le besoin en logements de 55 logements/an et pour la période 2030-2040, 41 logements/an. Le PLUi-H de la CCCVL prévoit une production et une mobilisation de 442 logements, soit 44 logements/an sur la période 2024-2034 Par ailleurs, Le PLUi-H de la CCCVL est donc compatible avec les objectifs de logements du SCOT Par ailleurs, le PLUi-H propose une répartition des logements au sein des pôles en fonction de leur classement en pôle urbains, relais, intermédiaires ou de proximité. Cette répartition par pôle est complétée par la mise en place d’Orientation d’Aménagement et de Programmation (OAP) dans les secteurs d’urbanisation future imposant une fourchette de densités de logements et la mixité de l’habitat (habitat collectif, habitat individuel, habitat groupé)										
P9 - Mettre en œuvre un Programme Local de l’Habitat (PLH) ou une étude stratégique portant sur l’habitat et le foncier à l’échelle de chaque EPCI	X		La CCCVL a prescrit par délibération de son conseil communautaire du 1 ^{er} décembre 2015, l’élaboration d’un Plan Local d’Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l’Habitat (PLUi-H). A ce titre le PLUi-H de la CCCVL contient une pièce spécifique, à savoir, le Programme d’Orientations et d’Actions (POA). Ce document détaille précisément les actions en faveur de l’habitat sur le territoire communautaire.										
P10 - Diversifier l’offre résidentielle et développer la mixité des produits	X		Le PADD du PLUi-H affiche la volonté d’un habitat diversifié, au travers la production de logements sociaux pour les opérations d’aménagement d’ensemble, mais aussi dans la typologie de logements (individuels, collectifs, groupés), en adéquation avec les objectifs du Document d’Orientation et d’Objectifs (DOO) du SCOT. Ces objectifs sont traduits dans les différentes pièces réglementaires (OAP, règlement) sous la forme d’objectifs chiffrés. La densité imposée dans les OAP dans toutes les communes où des zones à urbaniser AU sont présentes participera également au développement et à la mixité des produits. Le PLUi-H est donc compatible avec ces objectifs.										
P11 - Soutenir l’offre de logement social	X		Le PADD du PLUi-H affiche la volonté d’un habitat diversifié, au travers la production de logements sociaux pour les opérations d’aménagement d’ensemble, mais aussi dans la typologie de logements (individuels, collectifs, groupés), en adéquation avec les objectifs du Document d’Orientation et d’Objectifs (DOO) du SCOT. Ces objectifs sont traduits dans les différentes pièces réglementaires (OAP, règlement) sous la forme d’objectifs chiffrés. Par ailleurs, la mixité sociale est imposée dans le règlement sur les communes de Amou et Pomarez dans les zones U et AU : « sur les secteurs identifiés sur le document graphique au titre de l’article R.151-38,3° du Code de l’Urbanisme et pour les opérations d’ensemble de plus de 20 logements, un pourcentage minimal de 15% de logements sociaux ou conventionnés sera réalisé ». Le PLUi-H est donc compatible avec ces objectifs.										
P12 - Favoriser le renouvellement urbain et la densification des espaces déjà urbanisés	X		En termes de densification, le SCOT demande que 25% des nouveaux logements soient construits au sein des enveloppes urbaines existantes. Le PLUi-H de la CCCVL prévoit environ 161 logements en densification -comblement des dents creuses, division parcellaires, mobilisation des logements vacants, auxquels s’ajoutent les changements de destination), soit 37% du total de logements du PLUi-H										
R2 - Réhabiliter l’existant	X		Au travers de son Programme d’Orientation et d’Actions (POA), le PLUi-H propose diverses actions en faveur de la réhabilitation de l’existant, avec notamment la volonté de mettre en place une OPAH (Opération Programmée d’Amélioration de l’Habitat) sur l’ensemble de la CCCVL, et la volonté de mettre en place une taxe vacance (THLV) sur toutes les communes (cœur de bourgs et villages). A noter par ailleurs, que le PLUi-H identifie 20 changements de destinations, et la mobilisation de 41 logements vacants qui doivent participer à la production globale de logements										
I.5 - Agir contre la vacance et mener une politique de reconquête des centres-bourgs													
P13 - Lutter contre la vacance	X		Le potentiel constructible en densification (dents creuses dans le bourg, division parcellaire dans le bourg, mobilisation des logements vacants existants) est estimé à 161 logements soit 37% des logements (voir tableau ci-dessous), en retenant un ratio d’un sur quatre pour les divisions parcellaires. A cela, se rajoutent 20 changements de destination. <div><table><tr><th>Motif</th><th>Nombre de logements</th></tr><tr><td>Dents creuses</td><td>109</td></tr><tr><td>Divisions parcellaires</td><td>11</td></tr><tr><td>Mobilisation logements vacants</td><td>41</td></tr><tr><td>Total densification et mobilisation vacants</td><td>161</td></tr></table></div>	Motif	Nombre de logements	Dents creuses	109	Divisions parcellaires	11	Mobilisation logements vacants	41	Total densification et mobilisation vacants	161
Motif	Nombre de logements												
Dents creuses	109												
Divisions parcellaires	11												
Mobilisation logements vacants	41												
Total densification et mobilisation vacants	161												
R3 - Mettre en place une Taxe d’Habitat sur les logements vacants	X		Au travers de son Programme d’Orientation et d’Actions (POA), le PLUi-H propose une fiche action 2 relative à la requalification du parc ancien et la limitation du développement de la vacance. A cet effet, les élus souhaitent mettre en place une taxe vacance (THLV) sur toutes les communes (cœur de bourgs et villages). Cette action a avant tout pour objectif de connaître la vacance et d’amener les propriétaires d’immeubles vacants à s’interroger, se positionner sur le devenir de leurs biens.										
P14 - Maintenir la qualité urbaine et le dynamisme des centres bourgs	X		Le PLUi-H propose une répartition des logements au sein des pôles en fonction de leur classement en pôle urbains, relais, intermédiaires ou de proximité. Cette répartition concoure à renforcer les deux pôles d’équilibre du SCOT présents sur la CCCVL, à savoir les communes de Amou et de Pomarez.										

Objectifs/prescriptions/recommandations :	Compatible	Non compatible	Observations																				
			<p>Les élus ont souhaité produire un nombre de logements en adéquation avec le niveau des services et des équipements et la nécessité d’assurer le turn-over de la population, notamment sur les deux pôles principaux d’Amou et Pomarez.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Nombre de logements totaux</th><th>Nombre de logements densification</th><th>% densification</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pôles urbains</td><td>157</td><td>56</td><td>35</td></tr> <tr> <td>Pôles relais</td><td>132</td><td>45</td><td>34</td></tr> <tr> <td>Pôles intermédiaires</td><td>109</td><td>45</td><td>41</td></tr> <tr> <td>Pôles proximité</td><td>45</td><td>15</td><td>32</td></tr> </tbody> </table> <p>Les élus ont souhaité conforter l’urbanisation des centre-bourg en priorité, et diverses règles du règlement écrit doivent participer à la qualité et au dynamisme des centres-bourgs, au travers notamment leur mixité fonctionnelle. Enfin, les élus ont souhaité porter une attention particulière à la préservation des paysages dans la mise en œuvre du PLUi-H. Les principales zones à urbaniser viennent s’implanter dans l’enveloppe urbaine ou en périphérie des centres-bourgs.</p>		Nombre de logements totaux	Nombre de logements densification	% densification	Pôles urbains	157	56	35	Pôles relais	132	45	34	Pôles intermédiaires	109	45	41	Pôles proximité	45	15	32
	Nombre de logements totaux	Nombre de logements densification	% densification																				
Pôles urbains	157	56	35																				
Pôles relais	132	45	34																				
Pôles intermédiaires	109	45	41																				
Pôles proximité	45	15	32																				
R4 – L’élaboration de plans de référence	X		A ce jour seule la commune de Amou a réalisé son Plan de référence, en lien avec le projet de labellisation « Petite cité de caractère ».																				
P15 – Réaliser les développements résidentiels en continuité et en densification des espaces déjà urbanisés	X		En termes de densification, le SCOT demande que 25% des nouveaux logements soient construits au sein des enveloppes urbaines existantes. Le PLUi-H de la CCCVL prévoit environ 161 logements en densification -comblement des dents creuses, division parcellaires, mobilisation des logements vacants, auxquels s’ajoutent les changements de destination), soit 37% du total de logements du PLUi-H																				
Axe 2 : Soutenir un développement équilibré reposant sur l’économie présentielle et sur l’économie productive																							
II.1 - Accompagner le développement des activités de services, de commerce et d’artisanat																							
P16- Développer les activités tertiaires dans le tissu urbain	X		Le règlement du PLUi-H propose pour l’ensemble des zones urbaines (U) qui composent les centres-bourgs des différentes communes, un règlement permettant une multifonctionnalité dans les zones à vocation d’habitat. Seules les constructions ayant un caractère incompatible avec la vocation des lieux sont interdites.																				
R5- Soutenir la création de tiers lieux dans les secteurs les mieux desservis en Très Haut Débit	X		Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL																				
II.2 - Conforter l’offre commerciale																							
P17 – Encadrer l’accueil des activités commerciales	X		Les zones d’activités ont été prises dans leur enveloppe actuelle avec un zonage adapté à la destination des lieux : UX (artisanat et commerce), UY (industrie dont agro-alimentaire) et UZ (toutes fonctions). Les dents creuses ont été identifiées. Certaines zones d’activités font l’objet d’extension qui répondent à un objectif de proposer du foncier économique pour les entreprises en place mais également pour de nouvelles implantations (zones 1AU). A noter la mise en place d’OAP économiques qui doivent assurer l’intégration du projet au fonctionnement urbain, leur insertion paysagère, la mise en valeur de l’environnement et la continuité des formes urbaines.																				
R6 - Préserver l’immobilier commercial dans le tissu urbain	X		Le règlement du PLUi-H propose pour l’ensemble des zones urbaines (U) qui composent les centres-bourgs des différentes communes, un règlement permettant une multifonctionnalité dans les zones à vocation d’habitat. Seules les constructions ayant un caractère incompatible avec la vocation des lieux sont interdites.																				
P18 - Impulser un effort de qualité urbaine, architecturale, paysagère et environnementale des opérations d’aménagement commercial	X		Les zones d’activités ont été prises dans leur enveloppe actuelle avec un zonage adapté à la destination des lieux : UX (artisanat et commerce), UY (industrie dont agro-alimentaire) et UZ (toutes fonctions). Les dents creuses ont été identifiées. Certaines zones d’activités font l’objet d’extension qui répondent à un objectif de proposer du foncier économique pour les entreprises en place mais également pour de nouvelles implantations (zones 1AU). A noter la mise en place d’OAP économiques qui doivent assurer l’intégration du projet au fonctionnement urbain, leur insertion paysagère, la mise en valeur de l’environnement et la continuité des formes urbaines.																				
II.3 - Développer une politique touristique en s’appuyant sur les ressources et le patrimoine																							
R7 - Structurer le tourisme autour de 4 thématiques : thermalisme, itinérance, agrotourisme (gastronomie, découverte du territoire), patrimoine culturel et naturel	X		Le développement touristique est un axe fort du PADD du PLUi-H qui trouve de multiples traductions dans ce dernier. Les élus ont souhaité en effet développer le potentiel touristique (et de loisirs) du territoire afin de structurer un produit touristique rural. Ainsi différentes zones, UL, NL, Nt1 et Nt2 ont pour vocation de développer et permettre les activités touristiques.																				
P19 - Aménager de nouveaux sites à vocation touristique et de loisirs	X		Le développement touristique est un axe fort du PADD du PLUi-H qui trouve de multiples traductions dans ce dernier. Les élus ont souhaité en effet développer le potentiel touristique (et de loisirs) du territoire afin de structurer un produit touristique rural. Ainsi différentes zones, UL, NL, Nt1 et Nt2 ont pour vocation de développer et permettre les activités touristiques. A noter, à ce sujet plus particulièrement sur la commune de Amou, la zone UL qui doit permettre l’accueil du projet en cours de construction du Parc Résidentiel de Loisirs (PRL) qui a fait l’objet d’une mise en compatibilité du PLU de la commune de Amou (PLU en vigueur).																				
II.4 - Valoriser les forces productives locales																							
R8 - Mettre en place une stratégie économique à l’échelle des EPCI	X		Le développement économique occupe une place importante dans le PLUi-H au travers l’axe 2 du PADD qui indique la volonté de structurer l’offre économique du territoire par le maintien d’un tissu riche de petites structures artisanales et agricoles, et la création de zones d’activités de portée communautaire. La stratégie économique de la CDC décline une priorité donnée au tissu productif présent sur le territoire de longue date, en																				

Objectifs/prescriptions/recommandations :	Compatible	Non compatible	Observations
			confortant les entreprises déjà présentes, notamment en les préservant du développement urbain résidentiel (mise à distance par des espaces tampon limitant les risques de conflit d'usage) et en répondant à leurs besoins (amélioration des accès, foncier destiné à leur extension future, ...). Concernant les artisans situés en dehors des zones d'activités, le PLUi-H a défini des STECAL d'activités en zone A et N leur permettant des possibilités d'évolution à minima (zones Na : secteur dédié aux activités économiques (artisanales et commerciales,...) isolées) .
II.5 - Accompagner les projets par l'efficacité du foncier économique			
P20 -Aménager de nouvelles zones d'activités économiques	X		Le PLUi-H de la CCCVL prévoit des extensions des Zones d'Activités Economiques en lien avec l'existant, et la mixité fonctionnelle est favorisée dans les centres-bourgs (activités non nuisantes). Les disponibilités foncières des zones d'activités sont de 5,81 ha en consommation d'espace.
P21 - Respecter l'enveloppe foncière à aménager pour les zones d'activités économiques	X		Le PLUi-H de la CCCVL prévoit des extensions des Zones d'Activités Economiques en lien avec l'existant, et la mixité fonctionnelle est favorisée dans les centres-bourgs (activités non nuisantes). Les disponibilités foncières des zones d'activités sont de 5,81 ha en consommation d'espace.
P22. - Aménager des zones d'activités économiques non spécialisées, mais à vocation majoritairement artisanale et industrielle	X		Les zones d'activités ont été prises dans leur enveloppe actuelle avec un zonage adapté à la destination des lieux : UX (artisanat et commerce), UY (industrie dont agro-alimentaire) et UZ (toutes fonctions). Les dents creuses ont été identifiées. Certaines zones d'activités font l'objet d'extension qui répondent à un objectif de proposer du foncier économique pour les entreprises en place mais également pour de nouvelles implantations (zones 1AUY). A noter la mise en place d'OAP économiques qui doivent assurer l'intégration du projet au fonctionnement urbain, leur insertion paysagère, la mise en valeur de l'environnement et la continuité des formes urbaines.
P23 - Structurer le développement des zones d'activités économiques afin qu'elles forment un réseau irrigant l'ensemble du territoire	X		Les zones d'activités ont été prises dans leur enveloppe actuelle avec un zonage adapté à la destination des lieux : UX (artisanat et commerce), UY (industrie dont agro-alimentaire) et UZ (toutes fonctions). Les dents creuses ont été identifiées. Certaines zones d'activités font l'objet d'extension qui répondent à un objectif de proposer du foncier économique pour les entreprises en place mais également pour de nouvelles implantations (zones 1AUY). A noter la mise en place d'OAP économiques qui doivent assurer l'intégration du projet au fonctionnement urbain, leur insertion paysagère, la mise en valeur de l'environnement et la continuité des formes urbaines.
P24 - Favoriser un aménagement qualitatif des parcs d'activités	X		Les zones d'activités ont été prises dans leur enveloppe actuelle avec un zonage adapté à la destination des lieux : UX (artisanat et commerce), UY (industrie dont agro-alimentaire) et UZ (toutes fonctions). Les dents creuses ont été identifiées. Certaines zones d'activités font l'objet d'extension qui répondent à un objectif de proposer du foncier économique pour les entreprises en place mais également pour de nouvelles implantations (zones 1AUY). A noter la mise en place d'OAP économiques qui doivent assurer l'intégration du projet au fonctionnement urbain, leur insertion paysagère, la mise en valeur de l'environnement et la continuité des formes urbaines.
R9 - Encourager les entreprises à mettre en place des projets d'écologie industrielle et territoriale	X		Le règlement des zones activités (UX, UY, 1AUY et Na) propose des obligations qui sont imposées en matière de performances énergétiques et environnementales qui participent à cette recommandation du DOO du SCOT
P25 – Reconquérir les friches industrielles et immobilières	X		Dans le cadre du diagnostic du PLUi-H, un travail sur l'ensemble des zones activités a été réalisé permettant le cas échéant d'identifier de possibles friches industrielles et immobilières. Ainsi, ces données ont été intégrées dans la définition des zones d'activités du PLUi-H (UX, UY, 1AUY et Na)
II.6 - Soutenir la compétitivité de l'agriculture et de la sylviculture en préservant les espaces agricoles et forestiers			
P26 - Réduire de moitié la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers	X		Le SCOT prévoit une enveloppe foncière de 98 ha à horizon 2040 pour les logements et 16ha pour les activités économiques. Le PLUi-H prévoit 25,75 ha pour l'habitat et 5,81 ha pour l'activité économique, ainsi que 4,12 ha pour les équipements (dont 2,46 ha pour le Parc Résidentiel de Loisirs d'Amou) Le PLUi-H de la CCCVL est donc compatible avec les prescriptions du SCOT en matière de consommation d'espace Par ailleurs, et pour rappel, l'objectif chiffré de modération de la consommation d'espace sur 10 ans, toutes fonctions urbaines confondues (habitat, équipements, commerces et services) est d'environ 30%.
P27 - Identifier et protéger les terres agricoles pour préserver les potentiels agricoles du territoire	X		Le PLUi-H zone une grande partie du territoire en zone agricole (A) : 12 728 ha soit 68 % du territoire communautaire. La consommation des terres agricole est limitée à 31 ha. De plus, le PLUi-H identifié au sein des zones agricoles, un secteur spécifique agricole avec des enjeux paysagers (Ap).
R10 - Mobiliser les acteurs de l'agriculture	X		Dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H un travail a été menée avec l'ensemble des agriculteurs présents sur le territoire communautaire, et ce afin de définir précisément leurs besoins. Ce travail a permis de mettre en avant les enjeux de l'activité agricole, et de définir précisément les zones agricoles (A).
P28 - Permettre la création de réserves d'eau	X		Le PADD du PLUi-H dans son action 2.2 (pérenniser la vocation agricole du territoire en anticipant les mutations actuelles) indique précisément l'objectif suivant : « permettre le développement de la ressource en eau pour l'agriculture (réserves d'eau) ». Ainsi, le règlement des zone agricoles permet la création de réserves d'eau en lien avec les besoins des activités agricoles.
II.7 - Pérenniser l'agriculture et la sylviculture en anticipant les mutations à l'œuvre			
R11 - Soutenir la diversification des activités agricoles	X		Le PLUi-H zone une grande partie du territoire en zone agricole (A) : 12 728 ha soit 68 % du territoire communautaire. La consommation des terres agricole est limitée à 31 ha. De plus, le PLUi-H identifié au sein des zones agricoles, un secteur spécifique agricole avec des enjeux paysagers (Ap). De plus, 20 changements de destination sont identifiés en zone agricole (A) et naturelle (N) qui doivent le cas échéant et en fonction des projets permettre et faciliter la diversité des activités agricoles.

Objectifs/prescriptions/recommandations :	Compatible	Non compatible	Observations
P29 - Protéger et valoriser les massifs forestiers	X		Le PLUI-H intègre de zones agricoles spécifiques (Ap) avec des enjeux paysagers. De même, en complément de l'ensemble des zones naturelles et agricole qui participe à la conservation globale des paysages, des zones naturelles spécifiques ont été définies pour la préservation des continuités écologiques (Nce) et les zones humides (Nzh). En complément, des outils spécifiques du Code de l'Urbanisme ont été intégrés au PLUi-H avec l'identification d'Espaces Boisés Classés (EBC) des éléments du patrimoine naturel et écologique identifiés au titre de l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme (linéaire boisé,...).
Axe 3 : Mettre en œuvre une stratégie environnementale et énergétique qui valorise les ressources du territoire			
III.1 - Mettre en place une stratégie de mise en valeur du paysage			
P30- Prendre en compte la diversité des paysages du territoire pour préserver et valoriser l'identité de chaque entité paysagère	X		Les élus ont souhaité porter une attention particulière à la préservation des paysages dans la mise en œuvre du PLUi-H. Les principales zones à urbaniser viennent s'implanter dans l'enveloppe urbaine ou en périphérie des centres-bourgs. Concernant les quartiers isolés (situés loin du bourg), seuls les secteurs de plus de 5 habitations et présentant des dents creuses ou des divisions parcellaires ont été identifiés en STECAL (Secteurs de Taille et de Capacités d'Accueil Limitées) et zonés dans le PLUI-H en zone ouverte à l'urbanisation. Le potentiel dans les dents creuses et divisions parcellaires des STECAL « habitat » (Nh) est d'environ 10 logements. Par ailleurs, le PLUI-H intègre de zones agricoles spécifiques (Ap) avec des enjeux paysagers. De même, en complément de l'ensemble des zones naturelles et agricole qui participe à la conservation globale des paysages, des zones naturelles spécifiques ont été définies pour la préservation des continuités écologiques (Nce) et les zones humides (Nzh). En complément, des outils spécifiques du Code de l'Urbanisme ont été intégrés au PLUi-H avec l'identification d'Espaces Boisés Classés (EBC) des éléments du patrimoine naturel et écologique identifiés au titre de l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme (linéaire boisé,...).
P31- Mettre en scène la perception du grand paysage	X		Les élus ont souhaité porter une attention particulière à la préservation des paysages dans la mise en œuvre du PLUi-H. Les principales zones à urbaniser viennent s'implanter dans l'enveloppe urbaine ou en périphérie des centres-bourgs. Concernant les quartiers isolés (situés loin du bourg), seuls les secteurs de plus de 5 habitations et présentant des dents creuses ou des divisions parcellaires ont été identifiés en STECAL (Secteurs de Taille et de Capacités d'Accueil Limitées) et zonés dans le PLUI-H en zone ouverte à l'urbanisation. Le potentiel dans les dents creuses et divisions parcellaires des STECAL « habitat » (Nh) est d'environ 10 logements. Par ailleurs, le PLUI-H intègre de zones agricoles spécifiques (Ap) avec des enjeux paysagers. De même, en complément de l'ensemble des zones naturelles et agricole qui participe à la conservation globale des paysages, des zones naturelles spécifiques ont été définies pour la préservation des continuités écologiques (Nce) et les zones humides (Nzh).
P32- Préserver le patrimoine architectural des bourgs	X		Le PLUi-H de la CCCVL intègre dans son règlement les principes de la charte architecturale du Pays Adour chalosse Tursan. Par ailleurs, les bâtiments relevant d'un caractère architectural ont été identifiés au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme. Globalement le PLUi-H de la CCCVL propose un travail sur l'aspect extérieur des constructions au travers de son règlement écrit.
R12- Mobiliser des outils de protection et de mise en valeur des ensembles urbains remarquables	X		Le PLUi-H de la CCCVL intègre dans son règlement les principes de la charte architecturale du Pays Adour chalosse Tursan. Par ailleurs, les bâtiments relevant d'un caractère architectural ont été identifiés au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme. Globalement le PLUi-H de la CCCVL propose un travail sur l'aspect extérieur des constructions au travers de son règlement écrit.
P33- Protéger les abords des sites d'intérêt patrimonial	X		La CCCVL compte plusieurs monuments historiques protégés sur les communes de Amou, Beyries, Brassempouy, Gaujacq et Arsague. Le PLUI-H reprend bien l'ensemble des prescriptions réglementaires qui s'imposent pour la protection de ces monuments.
P34- Améliorer les transitions entre les espaces urbanisés et les paysages ruraux	X		Les élus ont souhaité porter une attention particulière à la préservation des paysages dans la mise en œuvre du PLUi-H. Les principales zones à urbaniser viennent s'implanter dans l'enveloppe urbaine ou en périphérie des centres-bourgs. Concernant les quartiers isolés (situés loin du bourg), seuls les secteurs de plus de 5 habitations et présentant des dents creuses ou des divisions parcellaires ont été identifiés en STECAL (Secteurs de Taille et de Capacités d'Accueil Limitées) et zonés dans le PLUI-H en zone ouverte à l'urbanisation. Le potentiel dans les dents creuses et divisions parcellaires des STECAL « habitat » (Nh) est d'environ 10 logements. Par ailleurs, le PLUI-H intègre de zones agricoles spécifiques (Ap) avec des enjeux paysagers. De même, en complément de l'ensemble des zones naturelles et agricole qui participe à la conservation globale des paysages, des zones naturelles spécifiques ont été définies pour la préservation des continuités écologiques (Nce) et les zones humides (Nzh). En complément, des outils spécifiques du Code de l'Urbanisme ont été intégrés au PLUi-H avec l'identification d'Espaces Boisés Classés (EBC) des éléments du patrimoine naturel et écologique identifiés au titre de l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme (linéaire boisé,...).
P35- Respecter et conforter les différentes typologies urbaines	X		Les élus ont souhaité porter une attention particulière à la préservation des paysages dans la mise en œuvre du PLUi-H. Les principales zones à urbaniser viennent s'implanter dans l'enveloppe urbaine ou en périphérie des centres-bourgs. Concernant les quartiers isolés (situés loin du bourg), seuls les secteurs de plus de 5 habitations et présentant des dents creuses ou des divisions parcellaires ont été identifiés en STECAL (Secteurs de Taille et de Capacités d'Accueil Limitées) et zonés dans le PLUI-H en zone ouverte à l'urbanisation. Le potentiel dans les dents creuses et divisions parcellaires des STECAL « habitat » (Nh) est d'environ 10 logements. Ainsi, le PLUI-H de la CCCVL ne propose que des extensions urbaines principales en périphérie immédiate des centres-bourgs et qu'une urbanisation très limitée dans les quartiers permettant de conforter les typologies urbaines.
P36- Assurer la qualité des entrées de villes et villages	X		Afin d'éviter une urbanisation linéaire et une banalisation des entrées des villes et villages, les élus ont souhaité porter une attention particulière à la préservation des paysages dans la mise en œuvre du PLUi-H. Les principales zones à urbaniser viennent s'implanter dans l'enveloppe urbaine ou en périphérie des centres-bourgs.

Objectifs/prescriptions/ recommandations :	Compatible	Non compatible	Observations
III.2- Préserver les espaces naturels nécessaires à la biodiversité			
P37 - Protéger les réservoirs de biodiversité, au regard de leur sensibilité, de leur fonctionnalité et de leur valeur patrimoniale	X		Les élus souhaitent un développement urbain compatible avec la préservation du caractère rural et naturel du territoire et de son identité paysagère. Une hiérarchie des zones naturelles a été effectuée sur le territoire de 16 communes de façon à protéger les milieux remarquables : <ul style="list-style-type: none"> - Préservation de secteurs remarquables identifiés (chevelu hydraulique, boisements hors réservoirs et hors sites Natura 2000) : éléments paysagers, classement en zone naturelle (N) - Classement des réservoirs de biodiversité (réservoirs humides et réservoirs feuillus), réservoirs du SCOT et sites Natura 2000 en Nce - Les zones humides ont un classement et une protection stricte (zone Nzh) La modération d'espace permet par ailleurs une préservation des terres agricoles qui constituent également une part de la Trame Verte du territoire. Le PLUi-H est compatible avec le SCOT.
P38 – Améliorer la connaissance et la protection des zones humides	X		Dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H, un travail conforme à la réglementation en vigueur a été réalisé en ce qui concerne les inventaires des zones humides. Ce travail a notamment été engagé sur les zones susceptibles d'être ouvertes à l'urbanisation au travers du PLUi-H, et ce afin d'éviter de les ouvrir à cette urbanisation. Par ailleurs, le PLUi-H identifie certaines de ces zones, dans une zone spécifique Nzh, et ce afin de protéger ces zones humides.
R13 - Affiner la connaissance de la biodiversité du territoire	X		Dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H, et plus particulièrement au travers du diagnostic territorial, cette étape a permis d'affiner la connaissance de la biodiversité du territoire. Ainsi des zones spécifiques du PLUi-H (N, Nce, Nzh) concourent toutes à protéger les espaces naturelles et forestiers à partir de la connaissance posée lors de cette étape de diagnostic. De même, la procédure d'évaluation environnementale du PLUi-H et les inventaires environnementaux réalisés sur le terrain participent à cette connaissance de la biodiversité du territoire.
R14 – Limiter la propagation des espèces envahissantes	X		Pas de déclinaison dans le PLUi-H
P39 - Mettre en œuvre une protection adaptée des boisements et tenant compte de leur gestion	X		Le PLUi-H propose une protection adaptée des boisements présents sur le territoire. Pour cela, elle a déterminé 5 types de classification au regard des boisements : la zone N, la zone Nce, la zone Nzh, l'EBC (Espace Boisé Classé), les repérages paysagers et leurs protections au titre des articles L. 151-19 et L151-23 du Code de l'Urbanisme.
P40 - Garantir la mise en réseau des réservoirs de biodiversité par des corridors écologiques, pour assurer les échanges nécessaires aux espèces	X		Les élus souhaitent un développement urbain compatible avec la préservation du caractère rural et naturel du territoire et de son identité paysagère. Une hiérarchie des zones naturelles a été effectuée sur le territoire de 16 communes de façon à protéger les milieux remarquables : <ul style="list-style-type: none"> - Préservation de secteurs remarquables identifiés (chevelu hydraulique, boisements hors réservoirs et hors sites Natura 2000) : éléments paysagers, classement en zone naturelle (N) - Classement des réservoirs de biodiversité (réservoirs humides et réservoirs feuillus), réservoirs du SCOT et sites Natura 2000 en Nce - Les zones humides ont un classement et une protection stricte (zone Nzh) La modération d'espace permet par ailleurs une préservation des terres agricoles qui constituent également une part de la Trame Verte du territoire. Le PLUi-H est compatible avec le SCOT.
R15 - Restaurer les corridors sous pression	X		Le PLUi-H identifie au titre de l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme : <ul style="list-style-type: none"> - Les massifs boisés ; les espaces boisés classés des documents d'urbanisme en vigueur ont notamment été remplacés par des éléments de paysage, outil jugé plus souple et plus en adéquation avec les enjeux du territoire, - Les ripisylves et autres boisements en bordures des cours d'eau, - Les haies. L'objectif est de préserver voire de remettre en état ces éléments qui participent au paysage de Chalosse et aux Trames Vertes identifiées par le SCOT
R16 - Conforter les espaces de nature ordinaire et de nature en ville	X		Des outils spécifiques du Code de l'Urbanisme ont été intégrés au PLUi-H avec l'identification d'Espaces Boisés Classés (EBC) des éléments du patrimoine naturel et écologique identifiés au titre de l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme (linéaire boisé,...).
III.3 - Protéger les milieux naturels et prévenir les pollutions			
P41 - Préserver et sécuriser la ressource en eau potable	X		Plusieurs dizaines de points de prélèvements dans la nappe sont présents sur le territoire intercommunal pour l'irrigation agricole, et deux prélèvements en eau souterraine pour l'alimentation en eau potable sont présents sur la commune de Donzacq. Au travers des règlements graphiques et écrits du PLUi-H ces points de prélèvements sont protégés, et préservés. De même, la réflexion sur la révision des zonages d'assainissement communaux menée en parallèle de l'élaboration du PLUi-H au regard des projets de développement participe à la préservation des ressources en eau potable
R17 - Encourager les mesures d'économies d'eau potable dans les consommations domestiques, agricoles et industrielles	X		L'ensemble des réflexions portées au travers du PLUi-H et de la révision des zonages d'assainissement communaux, et la traduction ainsi faite dans le dossier de PLUi-H (zonage et règlement associé) participent à une gestion raisonnée de l'eau potable dans les consommations domestiques, agricoles et industrielles.
P42 - Prévenir les pollutions par les eaux usées	X		La réflexion sur la révision des zonages d'assainissement communaux menée en parallèle de l'élaboration du PLUi-H au regard des projets de développement, participe à la préservation des ressources à prévenir les pollutions par les eaux usées domestiques.

Objectifs/prescriptions/recommandations :	Compatible	Non compatible	Observations
domestiques			La traduction ainsi faite des zones constructibles (urbaines et à urbaniser) au regard des capacités d'assainissement (collectif ou autonome) permet également de prévenir les pollutions par les eaux usées domestiques. De même, la préservation des zones agricoles naturelles et forestières, ainsi que diverses mesures (conservation des boisements, mise en place de haies boisées dans les OAP,...) participent également à prévenir les pollutions par les eaux usées domestiques.
P43 - Prévenir les pollutions d'origine agricole et l'érosion des sols	X		Des dispositions susceptibles de limiter et réduire l'infiltration des pollutions dans les eaux et garantir ainsi leur bon état chimique sont mises en œuvre : les espaces boisés développés en bordure des ruisseaux sont protégés par un Espaces Boisés Classés (EBC) à conserver au titre de leur rôle dans la réduction des pollutions azotée diffuses. La mise en place de techniques de limitation du ruissellement et de gestion des eaux pluviales, par la création de noues enherbées notamment dans les OAP (les couverts enherbés peuvent jouer le même rôle en matière de réduction des pollutions d'origine urbaine comme micro polluants, hydrocarbures, huiles, ...) Vis à vis de l'érosion des sols, bien que des actions soient plutôt à rechercher en termes d'amélioration des pratiques culturales, le PLUi-H met en œuvre des dispositions telles que Espaces Boisés Classés (EBC) à conserver ou à créer le long des ruisseaux qui mailent les zones N et A, de nombreux éléments de paysage (alignements, d'arbres, bois isolés, bosquets, ...) susceptibles de constituer un effet stabilisant des sols sont également protégés.
R18 – Eviter les pollutions dans les aires d'alimentation des captages	X		Plusieurs dizaines de points de prélèvements dans la nappe sont présents sur le territoire intercommunal pour l'irrigation agricole, et deux prélèvements en eau souterraine pour l'alimentation en eau potable sont présents sur la commune de Donzacq. Au travers des règlements graphiques et écrits du PLUi-H ces points de prélèvements sont protégés, et préservés.
III.4 - Réguler l'implantation des carrières			
P44 - Permettre une exploitation raisonnée des ressources minérales	X		Non concernée. Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL
R19 - Privilégier l'utilisation de matériaux de substitution aux granulats dans les travaux de construction et d'aménagement	X		Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL
III.5 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie			
R20– Subordonner l'ouverture à urbanisation à des performances énergétiques et environnementales	X		En fonction de la zone du PLUi-H concernée des prescriptions réglementaires sont proposées par le règlement écrit. Ainsi des obligations et préconisations en matière de performances énergétiques et environnementales s'imposent. Il en va ainsi des capteurs solaires et panneaux photovoltaïques, des climatiseurs et pompes à chaleur, des dispositifs de récupération des eaux pluviales, des cuves de combustibles.
R21 - Encourager la rénovation énergétique des logements anciens	X		En fonction de la zone du PLUi-H concernée des prescriptions réglementaires sont proposées par le règlement écrit. Ainsi des obligations et préconisations en matière de performances énergétiques et environnementales s'imposent. Il en va ainsi des capteurs solaires et panneaux photovoltaïques, des climatiseurs et pompes à chaleur, des dispositifs de récupération des eaux pluviales, des cuves de combustibles. Par ailleurs, une des actions (action 2) du Programme d'Orientations et d'Actions (POA) du PLUi-H est de mettre en place une OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) sur les 16 communes membres. Cette dernière, permettra d'encourager la rénovation énergétique des logements anciens. Enfin, une autre action du POA du PLUi-H vise à lutter contre l'habitat indigne (action 6)
R22 - Réaliser une étude d'approvisionnement énergétique pour les bâtiments dont la surface plancher est supérieure à 1 000 m²	X		Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL
R23 - Favoriser l'émergence d'éco-quartiers, cherchant dès leur conception à créer un réseau de chaleur urbain utilisant des énergies renouvelables	X		Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL
R24 - Envisager l'intégration de règles d'insertion et conception bioclimatique au sein des documents d'urbanisme	X		En fonction de la zone du PLUi-H concernée des prescriptions réglementaires sont proposées par le règlement écrit. Ainsi des obligations et préconisations en matière de performances énergétiques et environnementales s'imposent. Il en va ainsi des capteurs solaires et panneaux photovoltaïques, des climatiseurs et pompes à chaleur, des dispositifs de récupération des eaux pluviales, des cuves de combustibles
III.6 – Réduire les déplacements en voiture individuelle			
P45 - Organiser les mobilités de proximité	X		Les élus privilégient au travers du PLUi-H l'accueil de nouveaux habitants à proximité des centres-bourgs de façon à favoriser le covoiturage et l'utilisation des transports en commun. De même, l'ouverture à l'urbanisation en épaississement des centres-bourgs favorise l'utilisation des transports collectifs, le covoiturage et les déplacements doux. En ce sens, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) des zones à urbaniser participent à développer ces mobilités au travers notamment la réflexion de maillages routiers au sein des bourgs ou à partir des axes de circulation déjà existants.
R25 - Majorer la densité à proximité des arrêts de desserte en transports en commun	X		Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL

Objectifs/prescriptions/recommandations :	Compatible	Non compatible	Observations
P46 - Créer des stationnements pour les 2 roues	X		Le règlement des zones urbaines (UB, UC, UX, UY, UZ) et à urbaniser (1AU et 1AUY) impose des aires de stationnement destinées aux 2 roues, selon des modalités déclinées au chapitre « stationnement : stationnement des deux roues ».
R26 -Définir un coefficient de proportionnalité pour les projets de parkings	X		Le règlement d’urbanisme selon les zones du PLUi-H concernées décline des ratios de calcul pour les espaces de stationnement en fonction des catégories de constructions.
P47 - Favoriser le développement d’aires de covoiturage	X		Le PADD du PLUi-H dans son orientation 3.4 (faciliter les déplacements au sein du territoire, notamment à destination des services et des équipements) indique bien la volonté « d’encourager le covoiturage, notamment en le mutualisant avec les aires de stationnement existantes ou à venir ». Ainsi, dans l’ensemble des projets de parkings à venir, et en lien avec les règles applicables à chaque zone du PLUi-H, en fonction de la zone concernée, les stationnements devront intégrer le cas échéant, ce principe d’aires de covoiturage
P48 – Organiser les mobilités autour des sites de flux importants	X		Les élus au travers de ce PLUi-H souhaitent continuer à développer les services et équipements dans les deux pôles principaux que sont Amou et Pomarez, notamment en privilégiant l’accueil de nouveaux habitants à proximité immédiate des secteurs de polarités.
R27 - Encourager le développement de la mobilité électrique	X		Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL
III.7 – Renforcer la production d’énergie renouvelable			
R28 – Encourager le développement des énergies renouvelables	X		En fonction de la zone du PLUi-H concernée des prescriptions réglementaires sont proposées par le règlement écrit. Ainsi des obligations et préconisations en matière de performances énergétiques et environnementales s’imposent. Il en va ainsi des capteurs solaires et panneaux photovoltaïques, des climatiseurs et pompes à chaleur, des dispositifs de récupération des eaux pluviales, des cuves de combustibles De même, le PADD du PLUi-H indique bien le développement des énergies renouvelables dans le cadre de projets sous conditions d’une bonne intégration urbaine, paysagère et architecturale
R29 - Renforcer la filière locale bois-énergie	X		Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL
R30 – Réaliser des Plans Climats Air Energie	X		Pas de déclinaison spécifique dans le PLUi-H de la CCCVL
III.8 – Prendre des mesures d’adaptation au changement climatique			
R31 - Concevoir des bâtiments et des espaces publics bioclimatiques	X		Le PLUi-H participe à la lutte contre le changement climatique via des dispositions limitant les émissions de gaz à effet de serres : performance énergétique du bâtiment (critères énergétiques et environnementaux dans la conception des projets urbains), privilégier les formes urbaines et d’architecture économes en espace et en énergie, développer une trame urbaine favorable au développement des réseaux d’énergie (urbanisation centrée autour des zones urbaines) Par ailleurs, les dispositions des constructions, l’orientation des rues et des façades et la végétalisation des espaces ont fait l’objet d’une traduction dans le cadre des OAP des zones à urbaniser.
III.9 – Réduire l’exposition des habitants aux risques majeurs et aux nuisances			
P49 - Prendre en compte et prévenir le risque inondation	X		Le PLUi-H vise à limiter dans les zones inondables l’extension de l’urbanisation (bords des Luys notamment) et en cohérence avec le niveau de risque. Le PLUi-H intègre la dernière étude réalisée par les services de l’Etat en matière d’aléas inondation (crue centennale) et aléas ruissellement (aléas faibles à très fort). Ainsi, ces informations sont directement identifiées sur le document graphique du PLUi-H, et une réglementation spécifique zone par zone est précisée dans le règlement écrit.
P50 - Améliorer la gestion des eaux pluviales pour limiter le risque inondation	X		Le PLUi-H pour toutes les zones concernées impose un cadre réglementaire en matière de traitement des eaux pluviales. Prioritairement la gestion des eaux pluviales devra se faire à la parcelle. En fonction du projet, de sa nature et de sa localisation un cadre réglementaire est ainsi proposé par le PLUi-H
P51 - Lutter contre le phénomène d’érosion, notamment dans le secteur couvert par le SAGE Adour amont	X		Le PLUi-H intègre la dernière étude réalisée par les services de l’Etat en matière d’aléas inondation (crue centennale) et aléas ruissellement (aléas faibles à très fort). Ainsi, ces informations sont directement identifiées sur le document graphique du PLUi-H, et une réglementation spécifique zone par zone est précisée dans le règlement écrit.
P52 - Adapter le développement urbain aux autres risques identifiés sur le territoire	X		Le PLUi-H conformément aux orientations du PADD a bien pris en compte les autres risques naturels présents sur le territoire intercommunal (risque remontée de nappe, risque sismique, risque de retrait et gonflement des argiles). Ainsi, en fonction du risque et de sa localisation, toutes les zones concernées intègrent un dispositif réglementaire adapté.
P53 – Ne pas accroître l’exposition aux nuisances sonores	X		Au travers la définition du zonage du PLUi-H et de l’implantation des futures zones constructibles, les élus ont veillés à ne pas accroître l’exposition aux nuisances sonores (axes routiers, activités industrielles,...). En complément des outils spécifiques du PLUi-H, avec notamment l’identification d’Espaces Boisés Classés (EBC), des éléments du patrimoine naturel et écologique identifiés au titre de l’article L.153-23 du Code de l’Urbanisme (linéaire boisé,...) participent à limiter l’exposition aux nuisances sonores.

III. DECISION DU BUREAU DU PETR ADOUR CHALOSSE TURSAN

L'analyse ainsi faite du dossier de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) accompagnée de l'abrogation des cartes communales actuellement opposables au tiers (5 communes sont concernées, à savoir les communes de Bastennes, Brassempouy, Castelnau-Chalosse, Donzacq et Gaujacq) est basée sur le dossier de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Adour Chalosse Tursan approuvé le 9 décembre 2019.

Cette analyse notamment basée sur le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCOT, permet d'apprécier « la compatibilité » entre le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat de la CCCVL, et l'abrogation des 5 cartes communales qui l'accompagne, et le SCOT Adour Chalosse Tursan à ce jour approuvé et applicable.

Toutefois, la Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Loi Climat et Résilience », impose aux documents d'urbanisme de diminuer la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF) (moins 50% d'ici 2031), et de mettre le cap vers l'absence de toutes artificialisation nette des sols à l'horizon 2050. Cette loi a chargé les régions au travers de leur SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Egalité des Territoires) de fixer une trajectoire et un rythme de réduction de l'artificialisation, les objectifs devant ensuite être déclinés dans le SCOT, les PLU et cartes communales.

Dans ce cadre, il est rappelé que le SCOT Adour Chalosse Tursan mais aussi le PLUi-H de la CCCVL devront intégrer l'objectif de réduction de l'artificialisation des sols prévus par la loi ou le SRADDET dans un rapport de compatibilité :

- dans le SCOT, au plus tard le 22 février 2027, sinon les zones à urbaniser (AU) du PLUi ne pourront plus être ouvertes ;
- dans le PLUi-H de la CCCVL, au plus tard le 22 février 2028, sinon aucune autorisation d'urbanisme ne pourra être délivrée dans les zones à urbaniser (AU) du PLUi-H.

A l'issue de cette présentation, le Président a invité les membres du Bureau à se prononcer sur ce dossier.

Le Bureau décide donc de donner un **avis favorable** à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de la Communauté de Communes Côteaux et Vallées des Luys (CCCVL) accompagnée de l'abrogation des cartes communales actuellement opposables au tiers (5 communes sont concernées, à savoir les communes de Bastennes, Brassempouy, Castelnau-Chalosse, Donzacq et Gaujacq), en précisant par ailleurs que l'effort de modération de la consommation d'espaces NAF du PLUi-H de la CCCVL devra être renforcé sur la 2^{ème} décennie.